



COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES

Objet : Situation des entreprises publiques au 30 juin 2023

La présente Communication a pour objet d'informer le Gouvernement sur les performances enregistrées à fin juin 2023 par les sociétés d'Etat et les sociétés à participation financière publique majoritaire, et les potentiels risques budgétaires pesant sur l'Etat dans le cadre de leur gestion.

I. EXECUTION BUDGETAIRE A FIN JUIN 2023¹

Dans un contexte marqué par le resserrement de l'accès au financement, les entreprises publiques ont maintenu la bonne dynamique observée ces dernières années. En effet, leur chiffre d'affaires consolidé ressort à **840,1** milliards FCFA à fin juin 2023 contre **784** milliards FCFA en juin 2022, à périmètre constant. Le taux de réalisation se fixe à **93%** par rapport aux objectifs budgétaires à fin juin 2023.

Le résultat net cumulé ressort excédentaire à **77,3** milliards FCFA, correspondant à un taux de réalisation de **150%** par rapport aux objectifs budgétaires de la période. A périmètre constant, ce résultat net est en hausse de **11%** comparativement à la situation à fin juin 2022 qui a enregistré un excédent de **69,9** milliards FCFA.

Les sociétés d'Etat contribuent à **56%** à la formation du résultat net global, avec une réalisation qui se fixe à **43,3** milliards FCFA, correspondant à **179%** de l'objectif semestriel. L'excédent observé est porté principalement par les sociétés PAA (22,5 milliards FCFA) et PETROCI (8 milliards FCFA).

Les sociétés à participation financière publique majoritaire affichent également un excédent de **34** milliards FCFA, en lien avec les performances des sociétés BNI (13,2 milliards FCFA), ANADER (8,9 milliards FCFA), GUCE-CI (8,7 milliards FCFA) et LONACI (4,1 milliards FCFA).

En revanche, seize (16) sociétés présentent des résultats nets déficitaires, dont le cumul s'élève à un déficit de **14,6** milliards FCFA. Les résultats déficitaires les plus importants sont enregistrés au niveau des sociétés AIR CI (-3,6 milliards FCFA), Banque Populaire CI (ex-CNCE) (-2,8 milliards FCFA), SOTRA (-2,4 milliards FCFA) et SONAPIE² (-1,2 milliard FCFA).

II. RISQUES BUDGETAIRES LIES AUX ENTREPRISES PUBLIQUES

Certaines entreprises publiques éprouvent des difficultés financières qui trouvent leurs sources dans le déficit structurel de leurs activités ainsi que dans les difficultés de gestion et de gouvernance. Ces entreprises exposent l'Etat à des risques budgétaires liés soit à la dégradation de leurs fonds propres, nécessitant un besoin en recapitalisation ou une restructuration, soit à des impayés au niveau du service de la dette, induisant un apport de trésorerie.

En ce qui concerne le risque lié à la dégradation des fonds propres, huit (8) sociétés non bancaires présentent des niveaux de fonds propres inférieurs à la moitié de leur capital social. Il s'agit des sociétés SGMT, SNPECI, INS, I2T, AIR CI, EDIPRESSE, POSTE CI et CI-ENGINEERING. Cette situation implique un besoin global en recapitalisation de **35,9** milliards FCFA, dont **22,6** milliards FCFA à la charge de l'Etat, au regard de son niveau de participation.

S'agissant des banques publiques, deux (2) d'entre elles présentent un besoin global en recapitalisation estimé à **171,9** milliards FCFA, en raison du niveau insuffisant de leurs fonds

¹ La performance financière présentée porte sur quarante-deux (42) sociétés, à savoir, vingt-six (26) sociétés d'Etat et seize (16) sociétés à participation financière publique majoritaire.

² La SONAPIE est une nouvelle société d'Etat qui reprend les attributions de la SOGEPIE, de la SPDC et de la SODERTOUR LACS, dissoutes.

propres effectifs au 30 juin 2023. Il s'agit de la BHCI (**22,25 milliards FCFA**) et de la Banque Populaire CI (**149,65 milliards FCFA**). Cependant, seul le montant du besoin de la BHCI (**22,25 milliards FCFA**) sera à la charge de l'Etat, étant donné qu'un accord est intervenu avec un opérateur pour la reprise de la Banque Populaire CI.

Outre les sociétés sus-exposées, une attention particulière devrait être portée sur le CNRA qui présente une situation financière fragile, bien que les fonds propres estimés au 30 juin 2023 ne fassent pas ressortir un besoin en recapitalisation.

Pour l'ensemble de ces entreprises, des mesures de restructuration sont en cours de mise en œuvre ou en cours d'élaboration.

Concernant le risque lié à l'endettement, cinq (5) sociétés cumulent, à fin juin 2023, des arriérés de paiement de la dette pour un montant total de **9,82** milliards FCFA. Il s'agit des sociétés AGEF (6,48 milliards FCFA), SIPF (2,39 milliards FCFA), POSTE CI (593,52 millions FCFA), EDIPRESSE (191,69 millions FCFA) et SNDI (172,64 millions FCFA). Des initiatives sont en cours pour la restructuration ou l'apurement des dettes concernées.

En outre, certaines sociétés laissent entrevoir des risques au regard de leur niveau d'endettement important. Il s'agit notamment de six (6) entreprises, à savoir : CI-ENERGIES, PAA, FER, SIR, AIR CÔTE D'IVOIRE et SOGEDI, qui cumulent **95%** du stock global de la dette des entreprises publiques qui s'élève à **2 656** milliards FCFA à fin juin 2023, contre **2 414** milliards FCFA un an plutôt.

Pour chacune de ces entreprises, des travaux d'analyse de la viabilité de leur endettement ont été réalisés.

Au niveau de la société CI-ENERGIES, qui porte plus de la moitié du stock de la dette des entreprises publiques (1 521,2 milliards FCFA ; 57%), l'analyse de la viabilité de son endettement a mis en exergue une inadéquation entre les ressources dont dispose la société et les obligations financières à sa charge, ce qui ne lui permet pas d'honorer l'ensemble de ses engagements. Eu égard à cette situation, un certain nombre de mesures pour le rétablissement de sa capacité de remboursement ont été identifiées, en rapport avec ladite société, et sont en cours d'examen avec les services des différents Ministères concernés. Les mesures qui seront finalement retenues devraient être connues au plus tard fin décembre 2023.

En ce qui concerne les sociétés FER, SIR, AIR CÔTE D'IVOIRE et SOGEDI, l'analyse de la viabilité de leurs dettes a montré que le risque de défaut est moindre. En effet, pour ces sociétés, des dispositions ont été prises pour mitiger les risques d'impayés. Elles font cependant l'objet d'un suivi rapproché.

Quant au PAA, l'analyse de la viabilité de son endettement a fait ressortir un risque de défaut qui se matérialiserait à moyen terme (entre 2027 et 2033), du fait d'une augmentation importante du service de la dette, liée à la fin du différé de certains emprunts. Des examens approfondis sur les différentes pistes identifiées pour la mitigation de ce risque sont en cours.

Globalement, la situation budgétaire des entreprises publiques au 30 juin 2023 ressort relativement satisfaisante. Néanmoins, au vu des difficultés financières de certaines entreprises et des risques budgétaires induits pour l'Etat, le suivi de la performance des entreprises publiques sera renforcé sur le deuxième semestre de l'année.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à la situation des entreprises publiques à fin juin 2023.

**LE MINISTRE DU PATRIMOINE,
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT
ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES**

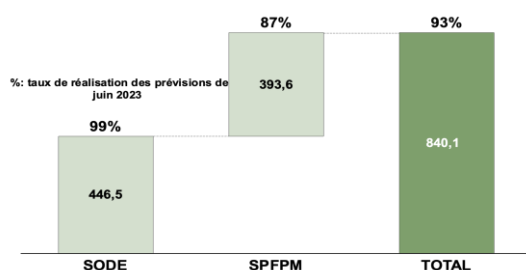
Moussa SANOGO



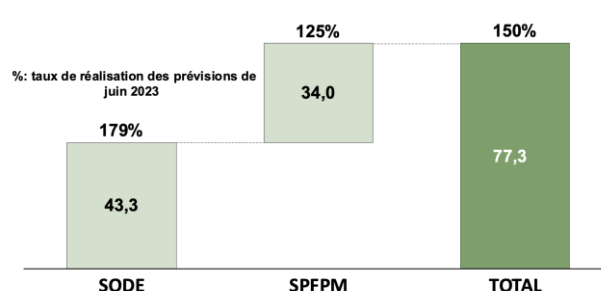
**ANNEXES A LA COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE A LA
SITUATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES AU 30 JUIN 2023**

Annexe 1 : Performances du portefeuille au premier semestre 2023 et prévision 2023

Chiffre d'affaires réalisé au 30 juin 2023



Résultat net au 30 juin 2023



Performance du portefeuille public au 30 juin 2023 (en milliards FCFA)

840,1 milliards FCFA de chiffre d'affaires : 93% des objectifs de la période			
Type de société	Chiffre d'affaires réalisé au 30 juin 2023	Prévision de chiffre d'affaires au 30 juin 2023	Taux d'exécution au 30 juin 2023
Sociétés d'Etat	446,5	453,3	99%
SPFP majoritaire	393,6	454,5	87%
1068,2 milliards FCFA de produits globaux : 98% des objectifs de la période			
Type de société	Total produits et équivalents mobilisés au 30 juin 2023	Prévision de total produits et équivalent au 30 juin 2023	Taux d'exécution au 30 juin 2023
Sociétés d'Etat	596,6	584,6	102%
SPFP majoritaire	471,5	502,4	94%
990,9 milliards FCFA comme charges exécutées : 96% de taux d'exécution			
Type de société	Charges exécutées au 30 juin 2023	Prévision des charges au 30 juin 2023	Taux d'exécution au 30 juin 2023
Sociétés d'Etat	553,3	560,4	99%
SPFP majoritaire	437,6	475,2	92%
77,3 milliards FCFA d'excédent : 150% de taux de réalisation des performances prévisionnelles de la période			
Type de société	Resultat net réalisé au 30 juin 2023	Prévision de resultat net au 30 juin 2023	Taux d'exécution au 30 juin 2023
Sociétés d'Etat	43,3	24,3	179%
SPFP majoritaire	34,0	27,2	125%
256,7 milliards FCFA d'investissements : 55% de taux de réalisation			
Type de société	Investissements réalisés au 30 juin 2023	Prévision d'investissement au 30 juin 2023	Taux d'exécution au 30 juin 2023
Sociétés d'Etat	182,1	366,4	50%
SPFP majoritaire	74,6	100,1	75%

Annexe 2 : Résultat net au 30 juin 2023 et objectifs de performance (en millions FCFA)

Société	Type	Jun 2023 (a)	Prévision Jun 2023 (b)	TRO Jun 2023 (a/b)	Obj. Annuel 2023 (c)	TRO 2023 (a/c)*
PAA	SODE	22 550	13 918	162%	30 111	75%
BNI	SPFPM	13 195	11 335	116%	22 670	58%
ANADER	SPFPM	8 878	6 214	143%	120	7405%
GUCE-CI SA	SPFPM	8 741	4 664	187%	11 258	78%
PETROCI HOLDING	SODE	7 919	5 830	136%	14 054	56%
CI-ENERGIES	SODE	5 328	2 299	232%	2 697	198%
ANSUT	SODE	4 096	5 723	72%	11 129	37%
LONACI-SEM	SPFPM	4 087	3 350	122%	6 700	61%
SODEMI	SODE	3 333	115	2903%	1 153	289%
LBTP	SPFPM	3 326	2 643	126%	5 285	63%
CNRA	SPFPM	2 319	1 080	215%	829	280%
BNETD	SODE	1 946	1 511	129%	5 649	34%
PASP	SODE	1 880	750	251%	1 500	125%
SODEFOR	SODE	1 648	874	189%	233	709%
AGEROUTE	SODE	942	836	113%	1 672	56%
VERSUS BANK	SPFPM	442	695	64%	2 259	20%
CI-ENGINEERING	SPFPM	261	-137		-215	
IDT	SODE	215	22	975%	44	487%
AIGF	SODE	188	94	201%	187	100%
SNDI	SODE	163	178	91%	353	46%
SGMT	SPFPM	153	59	258%	119	129%
SODEXAM	SODE	153	0		0	
SIPF	SODE	88	-68		78	113%
PCI	SODE	29	-3 246		-6 024	
INIE	SPFPM	12	194	6%	12	98%
FER	SODE	0	4 205	0%	0	
ONAD	SODE	-126	0		0	
CML	SPFPM	-184	1 080		3 853	
CI PME	SODE	-225	-132		0	
EDIPRESSE	SPFPM	-244	-252		-526	
SOGEDI	SODE	-268	3		7	
ONEP	SODE	-326	-688		160	
INS	SODE	-367	57		-770	
BHCI	SPFPM	-384	-776		-638	
I2T	SODE	-490	-692		-1 168	
AGEF	SPFPM	-587	-959		138	
SNPECI	SODE	-617	-757		135	
RTI	SODE	-729	-152		219	
SONAPIE	SODE	-1 171	-1 826		-4 151	
SOTRA	SPFPM	-2 397	2 783		3 252	
BPCI (ex-CNCE)	SODE	-2 815	-4 577		-7 092	
AIR CI	SPFPM	-3 659	-4 749		0	
Total Général		77 306	51 499	150%	105 293	73%

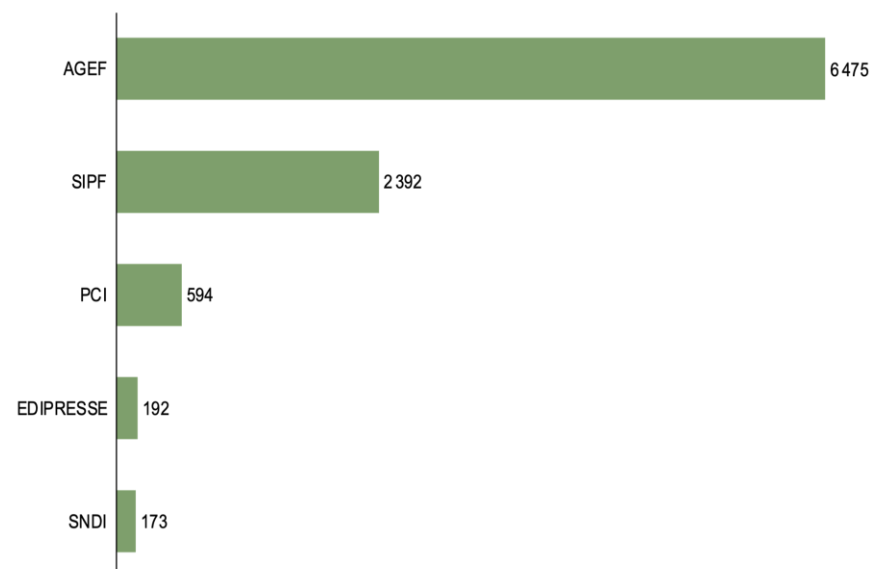
TRO = Taux de Réalisation des Objectifs

Annexe 3 : Situation d'endettement au 31 décembre 2022 et impayés de la dette

Stock de la dette⁴ au 30 juin 2023 (en millions FCFA)

Société	Stock au 30 juin 2022	Stock au 30 juin 2023	Dont Stock dette rétrocedée au 30 juin 2022	Dont Stock dette garantie au 30 juin 2023
ACI	88 997	79 678	63 690	9 030
AGEF	6 885	6 867	0	0
ANAH	807	340	0	0
ANSUT	32 526	54 653	35 377	19 277
BNI	1 470	990	0	0
CI-ENERGIES	1 381 670	1 521 238	1 146 986	246 922
CML	2 416	1 768	0	0
EDIPRESSE	197	197	0	0
FER	97 716	241 101	0	0
GESTOCI	NA	5 558	0	0
INIE	6 050	6 050	6 050	0
ONEP	663	237	0	0
PAA	506 181	470 137	462 031	0
PASP	1 662	1 186	0	0
PCI	607	594	0	0
PETROCI	3 500	14 214	0	0
RTI	1 337	692	0	0
SIPF	2 392	2 392	0	0
SIR	202 858	187 287	0	162 287
SNDI	172	173	0	0
SNPECI	9	85	0	0
SODEMI	0	218	0	0
SODEXAM	0	9 546	0	0
SOGEDI	51 126	38 535	0	0
SOTRA	22 279	9 861	0	0
SONAPIE ³	2 108	2 108	0	0
Total	2 413 628	2 655 706	1 714 134	437 515

Impayés de la dette au 30 juin 2023 (en millions FCFA)



³ Avec la restructuration du portefeuille, la dette SPDC est portée par la SONAPIE

⁴ Le stock de la dette directe est celui déclaré par les entreprises publiques, tandis que ceux de la dette rétrocedée et dette garantie proviennent de la Direction Générale des Financements (Ex-Dette Publique). Cette approche a été retenue conformément aux recommandations des travaux tenus en mars 2020 relatif à l'harmonisation des statistiques de la dette publique.